



Restitution de la Consultation citoyenne sur l'Europe
organisée par **M. Thierry MICHELS** le **12 octobre** à **Strasbourg**
sur le thème « **Comment accélérer et financer la transition écologique en Europe ?** »

Déroulement général

88 personnes étaient présentes au total : l'organisateur, le modérateur, 4 membres de l'équipe de l'organisateur, 5 intervenants et 78 participants.

M. Thierry MICHELS, député du Bas-Rhin et organisateur de la consultation, a introduit l'événement en présentant la démarche des Consultations citoyennes sur l'Europe et les objectifs de la consultation.

M. Gabriel ECKERT, Directeur de l'Institut d'Etudes Politiques de Strasbourg, a accueilli la consultation dans ses locaux.

Conformément à la Charte des Consultations citoyennes sur l'Europe, un appel a été lancé pour désigner un rapporteur et un assesseur volontaires.

M. Noé DI FRANCO s'est porté volontaire pour tenir le rôle de rapporteur.

Mme. Agathe LAMOTTE s'est portée volontaire pour contribuer à la rédaction du présent document en lien avec Thierry MICHELS et son équipe parlementaire.

La consultation s'est déroulée en trois séquences correspondant aux thèmes suivants :

- 1) Quelle politique de lutte contre le dérèglement climatique en Europe ?
- 2) Débat citoyen
- 3) Conclusion

La première séquence a consisté en la prise de parole de chaque intervenant afin de témoigner de leur expérience, toutes limitées à 6 minutes par personne. Ces interventions ont permis de lancer un débat citoyen de 45 minutes environ. **M. Antoine LATHAM** a distribué la parole et modéré les échanges.

La consultation s'est terminée par une synthèse orale des échanges par le rapporteur, puis une poursuite informelle des échanges autour d'un « pot européen ».

La restitution a été finalisée en étroite collaboration avec les assesseurs et le rapporteur. Ce projet est envoyé au Secrétariat Général des Consultations Citoyennes et est communiqué aux participants qui en ont exprimé le souhait. **La restitution n'a pas pour objet d'être une synthèse exhaustive des échanges mais un compte-rendu des débats qui ont eu lieu.**

Synthèse des échanges

Q : question / R : réponse / I : intervention

Séquence 1 : Quelle politique de lutte contre le dérèglement climatique en Europe ?

- **M. Alain CLAPPIER, climatologue et professeur à la Faculté de Géographie de Strasbourg.**
Quels moyens pour lutter contre la pollution de l'air en Europe ?

Je vais essayer d'être concis et de faire passer le message dans les quelques minutes qui me sont accordées. Comme vous l'avez sûrement entendu, le GIEC a récemment rendu son rapport. Concrètement, il y est dit que les températures augmentent, et cela a beaucoup de conséquences sur de plus en plus de personnes dans le monde, et ce, à cause du changement climatique. Le réchauffement climatique va mener à l'augmentation de la fréquence des événements climatiques et de leur violence. Il y aurait aujourd'hui 21 millions de personnes touchées par ce phénomène par an. Ce chiffre est destiné à augmenter dans les années à venir. L'Europe fait face à la question des réfugiés. Le réchauffement climatique et tout ce qui en découle – hausse du niveau des mers, sécheresse, catastrophes climatiques, etc – tout cela va poser la question de l'immigration climatique.

La cause principale du réchauffement climatique est l'augmentation des émissions des gaz à effet de serre (GES) dues aux activités humaines. Les secteurs les plus émetteurs sont le transport, le bâtiment, l'industrie, les activités agricoles. Ainsi, la production d'énergie (pétrole, charbon, gaz) n'est pas le seul et unique secteur responsable de l'augmentation des gaz à effet de serre dans l'atmosphère. L'agriculture, et en particulier l'élevage, contribue largement à cette hausse.

Il est pertinent de se questionner : pourquoi arrêter d'utiliser les carburants fossiles ? Pour des raisons climatiques mais aussi pour des raisons géopolitiques. En effet, la dépendance aux importations d'énergie en provenance d'autres pays pose une question de souveraineté.

La hausse des émissions de gaz à effet de serre pose des problèmes de santé publique. Le problème de la qualité de l'air fait de plus en plus de morts chaque année. La pollution atmosphérique est la quatrième cause de décès en Europe. Il est estimé que la mauvaise qualité de l'air coûterait plus de 225 milliards de dollar dans le monde – dont 24 milliards en Europe.

Pourquoi diminuer les émissions de gaz à effet de serre aujourd'hui ? L'impact sur la qualité de l'air ne sera pas immédiat car les gaz à effet de serre restent dans l'atmosphère pendant une certaine période. Ainsi, compte tenu de la durée de vie de ces gaz dans l'atmosphère, cela peut avoir un impact irréversible à l'échelle humaine. Si rien n'est fait aujourd'hui, la hausse des températures pourra atteindre entre 2 et 6 degrés. Dès 2 degrés, les scientifiques craignent un emballement du climat, avec un effet d'amplification à l'échelle planétaire. En effet, le réchauffement climatique va mener à un effet d'entraînement et d'amplification des phénomènes : fonte des glaces et du permafrost ; hausse du niveau des océans ; sécheresse ; feux de forêts, etc. Cela va enclencher un cercle vicieux infernal et un emballement du système. Il est donc tout à fait préférable de s'arrêter à 1,5 degré, comme le GIEC le soutient.

Concernant la consommation en carburant fossile, on note une stabilisation et légère baisse en Europe et aux Etats-Unis, hausse en Chine et Inde. Ainsi, on assiste à une sorte de convergence entre

les pays développés et les pays en développement, avec un gros potentiel d'augmentation pour ces derniers.

Des solutions existent avec une diminution de la consommation par personne - pas en diminuant le niveau de vie - mais en améliorant l'efficacité énergétique et en se concentrant sur l'indispensable. Par ailleurs, ce mouvement doit se faire à l'échelle de la planète et de manière coordonnée.

Parmi les exemples d'innovation technique à notre disposition pour réduire nos émissions, on peut citer les véhicules hybrides ou électriques. Il s'agit également de changer de comportement, favoriser le covoiturage, privilégier les solutions décarbonées. Il n'existe pas aujourd'hui de solution qui n'a aucun impact sur l'environnement. Il faut miser sur la production d'énergie décarbonée, le stockage de l'énergie grâce à des investissements massifs pour réduire le coût de production de ses technologies qui restent encore très chères.

- **M. Jean-François QUERE, Directeur de l'ENGEES**
Que prévoit le Plan Action Climat de l'Unistra pour s'inscrire dans la transition écologique ?
Quels enjeux de la formation des futurs ingénieurs aux enjeux climatiques et environnementaux ?

Le Plan Action Climat concerne plus de 60 000 étudiants issus de plusieurs écoles et universités. Les citoyens ont une action indispensable, comme les entreprises. Ces 60 000 jeunes sont les décideurs de demain. Il est donc nécessaire de former les citoyens qui vont décider sur ces questions dans le futur. L'INSAA forme les énergéticiens chargés d'améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments dans le futur - volet le plus en retard dans la transition écologique. L'INSAA forme également des éco-conseillers qui vont animer cette action.

L'ENGEES a entamé une démarche continue et d'approfondissement sur le développement durable, ce qui lui a permis d'obtenir un label « Développement durable et responsabilité sociétale » comme une trentaine d'autres écoles. Plus concrètement, l'école a cherché à réduire son bilan carbone depuis longtemps déjà. Ce bilan a d'abord été calculé, puis des solutions pour réduire l'empreinte écologique de l'école ont été recherchées. Le bilan est actuellement assez honorable, avec 500 tonnes par an, en prenant en compte les déplacements des étudiants pour leurs échanges universitaires qui comptent pour 300 tonnes par an. Il a été décidé de chercher à compenser ces 300 tonnes. Une convention a été passée avec le Lycée agricole d'Obernai afin de planter des haies avec un retour au sol avec réincorporation agronomique et favoriser le développement de la biodiversité par la réintroduction d'habitats propices. La démarche de compensation des émissions de gaz à effet de serre est une solution intermédiaire jusqu'à tous les coûts soient entièrement internalisés.

L'autre grand volet du Plan Action Climat renvoie à l'offre de formation relative à la transition écologique, le développement durable et la protection de l'environnement.

- **Mme Christel KOHLER, Adjointe au Maire de Strasbourg en charge du Plan Climat**
Quelle stratégie d'adaptation de la ville de Strasbourg au dérèglement climatique ?

L'urgence climatique a été rappelée par Monsieur Clapplier et par Jean Jouzel lors de sa venue à l'ENA il y a quelques jours. Si l'enjeu est global, l'action paraît fondamentalement territorialisée, comme cela a été rappelé lors de la COP21. Les actions se font avant tout au niveau territorial. Strasbourg a adopté la stratégie intégrée « Air, Energie, Climat, Biodiversité et Adaptation au

changement climatique ». Pour une ville comme Strasbourg, la transition écologique s'effectue sur plusieurs champs d'intervention : de l'éclairage public, au patrimoine bâti – avec des programmes de rénovation thermique du bâti – en passant par la diminution de la consommation d'énergie. Il est également nécessaire de chercher à diminuer les îlots de chaleur qui représente un enjeu sanitaire et de santé publique. Cet été, un écart de température de cinq degrés a été relevé entre certains quartiers, entre l'orangerie et l'hypercentre par exemple. Il y a un important projet de désurbanisation à mettre en œuvre, à massivement réintégrer le végétal dans le paysage qui a l'intérêt de capter les particules fines.

Strasbourg doit également travailler sur son parc de véhicule qui est fortement polluant avec des bennes à ordures encore très émissives par exemple. La ville cherche également à augmenter sa part d'énergies renouvelables de 15% à 20% sur le territoire de l'Eurométropole en 2030.

- **M. Rémy Garaude-Verdier, Directeur des Affaires Européennes d'Enedis**

L'entreprise ENEDIS distribue l'électricité dans 95% du territoire français, mais pas à Strasbourg qui est majoritairement fourni en électricité par Electricité de Strasbourg (ES). Dans les présentations précédentes, plusieurs éléments ont mis ENEDIS au centre du jeu. La part des énergies renouvelables doit augmenter dans le futur. Telle est la mission d'ENEDIS qui se sent impliquée et au cœur de la transition énergétique. Que fait l'Europe pour la transition énergétique ? L'Europe accompagne dans l'innovation (technologie, techniques innovantes : panneau solaire, batterie, véhicule électrique notamment) grâce à l'accompagnement européen. Le dispositif AG1-20 à destination des entreprises, collectivités, écoles pour favoriser l'innovation en Europe et la transition énergétique. L'Europe accompagne les entreprises en finançant l'innovation.

Pour accélérer la transition énergétique, il est nécessaire d'accélérer la transition des cadres législatifs et réglementaires. Le cadre législateur doit accompagner un peu plus dans cette transition énergétique, qui peut n'avoir que des gagnants. La collectivité est gagnante, parce qu'elle crée plus d'emploi et améliore la compétitivité des emplois. La COP24 va se tenir en décembre en Pologne. L'objectif est de réaligner tous les pays et d'agir vite. L'Europe a choisi d'avoir un leadership sur ce domaine, la France aussi. Les moyens et la technologie existent. C'est juste une question de volonté politique.

- **M. Thierry Michels, Député de la 1^{ère} circonscription du Bas-Rhin, Rapporteur sur la transition énergétique en Europe**

Je vais d'abord dire quelques mots sur le rapport, qui est disponible sur le site de l'Assemblée Nationale. Beaucoup d'évolutions législatives ont eu lieu au niveau européen. Ce rapport avait pour but de faire en sorte que l'Assemblée Nationale apporte sa contribution au défi. Les conclusions de ce rapport énoncent que l'Union européenne et la France se doivent de rehausser leurs ambitions. La France se doit de montrer la voie aux autres pays. Même si l'Europe entame sa transition, c'est l'Europe qui a contribué à cette débâcle écologique et doit ainsi donner la possibilité aux pays en développement de se développer. Il nous faut un projet ambitieux, innovant, solidaire. La France a une production d'énergie relativement décarbonée grâce au nucléaire - même s'il s'agit là d'un autre débat – comparée à d'autres pays comme la Pologne dépendante du charbon. On a compris aujourd'hui le problème du réchauffement climatique, et hormis quelques climatosceptiques comme le Président américain, on sait qu'il nous agit et vite. Ce constat et l'identification du problème, cela

est déjà une bonne chose. Le problème est la dilution de la responsabilité, car chacun de nous a une part de cette responsabilité. Il est nécessaire que tout le monde agisse. Il est également nécessaire de renforcer cette compréhension. Il n'y a pas aujourd'hui de solution idéale, mais seulement des solutions en gestation. En termes d'innovation et de recherche, nous sommes capables de relever ce défi. Le véritable problème c'est l'inaction. Il faut trouver le moyen de se mettre en mouvement, trouver les financements nécessaires et coordonner tout ça de manière globale.

- **M. Pierre Larroutou, Economiste et Promoteur du Pacte Finance-Climat**

Ce débat est passionnant. On perçoit l'optimisme dans ce panel d'intervenants, car on voit que les solutions au dérèglement climatique existent et qu'elles sont à notre disposition. Mais en même temps, on sait qu'il y a des raisons de s'inquiéter. La France doit diminuer ses émissions de gaz à effet de serre de 4% par an pour honorer ses engagements pris lors de la COP21, or l'année dernière la France a émis 3% de plus de GES. On ne va pas du tout dans le bon sens. Le nouveau rapport du GIEC le prouve. On n'est pas encore dans la phase d'accélération. On n'est pas encore à 2 degrés de hausse des températures, mais les scientifiques qui avertissent depuis 30 ans, annoncent un gros craquement après lequel il sera trop tard et la machine se sera emballée, et l'effet d'entraînement sera enclenché.

Concernant le pacte finance-climat, il s'agit d'un projet porté par un collectif de personnes d'horizons différents pour modifier les traités européens et trouver un moyen de financement de la transition écologique en Europe.

Comme économiste, il est intéressant de s'intéresser au coût déjà vérifié de notre inaction. Les conséquences financières ont déjà plus de doubler et ce coût augmente. Aux Etats-Unis, l'inaction s'élève à 307 milliards de dollars. Il s'agit là uniquement de considérations économiques, qui ne prennent pas en compte les coûts moraux, avec les tragédies, les morts causés par le réchauffement climatique. Au Mali, on parle de « SIDA climatique ». En effet, l'épisode de sécheresse de cette année au Sahel n'avait jamais été aussi violent qu'il y a 1600 ans. L'Europe est jusqu'ici plutôt épargnée, mais les scientifiques tirent la sonnette d'alarme. Les événements anormaux tels que la sécheresse intense, les inondations se multiplient. Le cycle de l'eau se dérègle avec une chute de 30% de la récolte de blé en 2016, des fleuves qui se vident et s'assèchent.

Il y a un écart catastrophique entre les engagements des Etats et ce qu'il faut faire pour répondre à cette urgence climatique. L'ONU et le rapport du GIEC le déplorent et appellent les Etats à changer radicalement de stratégie.

Pour réduire ses émissions, il faut d'abord repérer d'où viennent les émissions de GES. Il faut se retrousser les manches. On peut avoir peur, mais on sait que nos pays peuvent relever ce genre de défi. La France de la IIIe République a permis la mise en place de l'école publique pour tous en une vingtaine d'années, alors que beaucoup ne croyaient pas en la faisabilité de cette politique. Il faut du courage politique. L'exploit américain de se rendre sur la Lune est un autre exemple. Le Président Kennedy, sans avoir connaissances des limites technologiques et techniques, annonçait que son pays parviendrait à se rendre sur la Lune en moins d'une décennie. Cela a été rendu possible grâce aux investissements massifs dans ce projet. Aujourd'hui notre mission est de sauver l'humanité.

Parmi les organisations qui soutiennent le Pacte Finance-Climat, on peut citer l'ADEME par exemple, selon laquelle la transition écologique dans le cadre du Pacte Finance-Climat pourrait créer jusqu'à 900.000 emplois utiles et localisés en France.

Le Pacte Finance-Climat s'apparente à un véritable Plan Marshall pour l'Europe et l'Afrique. Ce projet peut également répondre à la question des réfugiés, car vise à créer des emplois des deux côtés de la Mer méditerranée.

La question est donc de savoir comment financer la transition écologique ? Aucun pays ne semble y parvenir aujourd'hui.

Selon la Cour des comptes européennes, cela n'est pas encore trop tard. Pour rattraper ce retard, il faut 1 100 milliard d'euros chaque année. Il ne faut ni rêver d'un financement 100% public ou 100% privé. Il faut un financement mixte public et privé. Après la crise financière mondiale, la BCE a mobilisé 1 000 milliards d'euros pour sauver les banques. Fin 2014, la BCE annonce qu'elle va créer 1000 milliards d'euros pour sauver la croissance européenne, sans débat démocratique. C'est la création monétaire *ex nihilo* pure et simple. En plus de ces 1000 milliards, la BCE a créé des TLTRO. En un jour, la BCE a créé 233 milliards d'euros à donner aux banques à taux 0. Ainsi, 2 500 milliards d'euro a été créé en deux ans et demi. La solution est la même pour le climat. Le sauvetage des banques par la BCE a ainsi montré que c'était possible et qu'il s'agit simplement d'une question de volonté politique. Dans ces 2 500 milliards d'euros, 11% est allé dans l'économie réelle, 89% est parti dans la spéculation. Aujourd'hui, les bulles spéculatives menacent à nouveau l'économie mondiale. Tous les mois, le FMI ou la BM avertissent que ce niveau de spéculation menace et fou à nouveau d'une énorme crise. On dit que l'homme est un Homo Sapiens, il serait plutôt un Homo Debilus. On a une compilation d'avertissements et d'incitation à agir face à cette urgence climatique qui menace l'humanité toute entière - du GIEC, du FMI, de la BM, de l'ONU, mais on reste dans l'inaction.

Le Pacte Finance-Climat se veut être un vrai plan Marshall. Chaque année, pendant 30 ans, chaque Etat membre bénéficiera d'un montant de 2% de son PIB à taux 0 pour financer la transition écologique. Les 13 et 14 décembre 2018, les chefs d'Etat et de gouvernement européens devront décider. L'Europe est la première puissance économique mondiale, et peut aider l'Afrique à enclencher un mouvement et à l'accélérer.

Les membres du Pacte Finance-Climat veulent participer à la rédaction du traité européen. On compte des personnalités de droite et de gauche, des députés. Ce projet de modification de traité sera proposé aux chefs de l'Etat et de gouvernement de l'Union. Ce projet prévoit deux volets. Dans le premier volet, on vise de mettre la création monétaire au service du bien commun, avec la création d'une Banque du climat. Le second volet prévoit de faire un véritable budget climat. La transition n'est pas gratuite. Elle nécessite 100 milliards d'investissements par an dont 40 milliards pour l'Afrique et le pourtour de la Mer méditerranée, 10 milliards pour financer la recherche en innovation. Comment trouver ces 100 milliards sans augmenter des impôts ? La meilleure façon est de lutter contre la concurrence fiscale intra-européenne et augmenter l'impôt sur les bénéfices. Une part croissante des bénéfices n'est pas réinvestie de toute manière. La mise en œuvre du Pacte Finance-Climat pourrait mener à la création de 600.000 à 900.000 emplois en France.

Pour gagner la bataille, une action globale est nécessaire. Il faut orienter les fonds privés vers les investissements verts, augmenter le prix du carbone, définir de nouveaux standards et de nouvelles règles du jeu.

Au début, l'Europe était un projet qui a fait rêver. On parlait de révolution et en deux semaines seulement cela a été rendu possible. Ainsi, comme la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier, le Pacte Finance-Climat pourrait être une action limitée mais décisive.

L'Europe a besoin d'une décision révolutionnaire.

Séquence 2 : Débat citoyen

Question : On assiste aujourd'hui à une explosion démographique. En 2050, on aura plus de 10 milliards d'humains sur la Terre. Cette hausse sera surtout due à l'explosion démographique dans les pays en développement, qui aspire au même niveau de vie que dans les pays développés avec le même niveau de surconsommation que cela peut engendrer. C'est un phénomène très préoccupant.

Modérateur : En effet, le Pacte Finance-Climat concerne l'Europe, mais n'est pas prévu pour le monde entier.

Pierre LARROUTUROU : Oui effectivement, on est face à un réel enjeu démographique. J'étais à Bamako au Mali. Il faut donner la priorité à l'efficacité et la sobriété. Ne plus manger de viande tous les jours par exemple, faire attention à ses déchets en achetant des produits en vrac sans plastique. On peut aussi faire attention à ses déplacements et son empreinte carbone. On peut rester en France pour les vacances pour ne pas utiliser l'avion. Si chaque Occidental fait des efforts, la transition est possible. Mais ce Plan Marshall est nécessaire, car pour maintenir notre bien-être, il faut passer par là pour avoir les investissements nécessaires.

Alain CLAPPIER : Si la population mondiale augmente aujourd'hui, c'est que c'est possible. C'est que c'est possible de les faire vivre, les nourrir, les loger. Une marche arrière est extrêmement difficile pour l'humanité. On a vu à travers l'étude de sociétés humaines qui ont disparu comme à l'île de Pâques et au Groenland, que l'humanité peut parfaitement disparaître. Pour nous ce n'est pas grave, mais pour nos petits-enfants, ça va être dur.

Sciences Po Forum : Comment expliquer que Strasbourg soit l'une des villes les plus polluées ?

Christel KOHLER : La pollution de Strasbourg est due à sa situation géographique. Strasbourg est située dans le bassin rhénan, ce qui pose un problème de dispersion des polluants. Cela fait un « effet cuvette ». Pour protéger Strasbourg, il faut trouver des solutions comme la création d'une Zone à Faible Emission (ZFE). Strasbourg et la France sont dans un contentieux avec l'Union européenne concernant la pollution de l'air. Ainsi, ce n'est pas parce que Strasbourg serait une mauvaise élève, mais la ville est contrainte par certains phénomènes géographiques.

Alain CLAPPIER : La spécificité de la pollution à Strasbourg vient du fait que c'est l'industrie qui contribue le plus. Beaucoup de pollution vient de l'extérieur de la France, et notamment de l'Allemagne, soulignant le fait que la pollution de l'air est un problème sans frontière et nécessite une coordination internationale.

Question : Comment se positionne les différents gouvernements européens, et notamment la France, par rapport à tout ce qui vient d'être exposé ?

Thierry MICHELS : Il y a des pays en pointe sur ces questions, et la France en fait partie. Les pays en retard sont les pays de l'Est de l'Europe, qui font face à des problèmes sociaux considérables. Comment réconcilier ces intérêts ? Comment rassembler ces pays ? Comment définir cet objectif commun ? Est-ce que tout le monde est prêt à jouer sa part ? Il faut trouver des financements.

Rémy GARAUDE-VERDIER : La question de souveraineté est centrale. Brûler son propre charbon est plus souhaitable que d'importer et d'être dépendant du gaz russe. Cela pose ainsi la question pour décarboner les pays baltes.

Pierre LARROUTUROU : Il faut un enthousiasme sur l'idée qu'on peut changer les choses. Une véritable refondation de l'Europe est souhaitable. Le problème de cette initiative est qu'elle est proposée par la France et a rencontré une forte opposition de la part de huit pays menés par les Pays-Bas qui rejettent le « couple franco-allemand ». Toutes les propositions du Président Emmanuel Macron ont été rejetées concernant la refondation de l'Europe. Il ne faut pas de proposition technocratique que personne ne comprend. Il est urgent de mettre sur la table de nouvelles choses. Il faut réussir cette refondation, ce qui peut accélérer la dislocation de l'Europe. On assiste à une hausse du prix du carbone, ce qui est mal vécu en Allemagne et en Pologne, comme le nucléaire en France. Il faut élargir le sujet.

Le Pacte Finance-Climat est reçu le soutien de 70 députés, peut-être deux associations de parents d'élèves.

Question : Que fait Strasbourg pour végétaliser la ville ? Il y a de nombreux arbres plantés, mais je ne comprends pas pourquoi on plante des arbres dans des pots en béton.

Question : Concernant le projet du GCO, on ne comprend pas ce projet d'autoroute aujourd'hui, alors qu'on est tous sensible au climat.

Pierre LARROUTUROU : Concernant le secteur du transport, il faut développer les circuits courts et remplacer les autoroutes par le train.

Question : érosion de la biodiversité = autre enjeu, souligné par N. Hulot. Y a-t-il une place pour la lutte contre l'érosion de la biodiversité ?

Question : commentaire politique : transition climatique en Europe : interpellation des politiques. On va encore avoir un sommet européen sur le climat -> l'intergouvernemental ne marche pas. Compromis élaboré à huit ans entre intérêts des Etats. Les chantiers qui ont vraiment avancé = les projets soumis à la Commission + Parlement -> c'est plus consensuel -> commission n'est pas un pays (couple franco-allemand). Compromis des Etats : la voix des citoyens par le Parlement. Très fâché vis-à-vis de la classe politique depuis Barroso. Vive les initiatives européennes. Tant qu'on en restera à une somme de sommets européens (comme pour gérer la crise grecque ou financière), mieux fonctionneront. Colère car chantier important, mais va être traité par des sommets européens.

Question : Je vais poser une question sur la finance. Le virtuel va sûrement venir à résoudre le réel. Vous parlez de création *ex nihilo* de monnaie. Il y a un gros changement de mentalité du côté allemand. Si on arrive à mobiliser ou créer ces 1000 milliards, est-ce que la monnaie virtuelle (Blockchain par exemple) ne pourrait-elle pas servir à suivre les trajectoires ? Je voulais également exprimer la colère des citoyens concernant l'absence d'Europe politique.

Pierre LARROUTUROU : Concernant l'absence d'Europe politique, je partage la colère du citoyen. La France était opposée à plus d'Europe politique. La commission doit se remettre au boulot et inclure la société civile. J'ai un exemple à vous donner pour illustrer. Lorsque j'étais étudiant à Sciences Po à la fin des années 1980, il y avait un professeur spécialiste de l'Allemagne qui affirmait que le mur de Berlin ne tomberait pas avant une cinquantaine d'années. Le mur de Berlin a fini par tomber, et bien avant les prédictions des spécialistes et à la surprise générale. C'était pareil pour l'apartheid et la fin

de l'apartheid. Stéphane Hessel nous a dit qu'il ne faut pas se décourager. La société civile doit se mettre en mouvement. Le Pacte Finance-Climat est un collectif qui se met en mouvement avec des personnes de tous les horizons. La démission de Nicolas Hulot, la multiplication des feux de forêt a conduit à une mobilisation civile. On peut se poser la question de la prochaine crise financière. Les citoyens doivent se mettre en mouvement grâce aux réseaux sociaux et à tous les outils à leur disposition.

Les personnes de la Banque Centrale Européenne (BCE) ne sont pas stupides. Elles savent qu'on joue avec le feu et que les Etats devraient réguler cette spéculation. Il faut créer un instrument fiscal pour créer un véritable budget européen.

Sciences Po Forum : Quel est l'avenir de l'énergie nucléaire dans le cadre de la transition écologique ?

Thierry Michels : La France réduit progressivement sa part du nucléaire et a pour objectif de réduire de 50% en 2050. L'enjeu est de mettre en œuvre le plus rapidement possible, d'améliorer l'efficacité énergétique, et d'augmenter la part d'énergie renouvelable, et enfin investir dans le stockage d'énergie. On a un parc nucléaire en France, il faut prendre une décision de ce qu'on en fait. Il n'y a pas de chemin miracle.

Sciences Po Forum : Je souhaite poser une question au directeur de l'ENGEES. La transition écologique a besoin d'ingénieurs, est-ce que la formation est adaptée ? Y a-t-il une incitation à engager les étudiants dans ce domaine ? Y a-t-il suffisamment de diplômés pour la charge de travail à venir ?

Jean-François QUERE : Nous adaptons notre recrutement au marché, avec les autres écoles et universités, pour les collectivités territoriales, l'Etat, les DREAL et le monde économique. C'est la même chose pour les autres écoles. Les ingénieurs doivent être formés, surtout au regard de la place que prend le développement durable dans la production industrielle.

Le dossier climatique est le plus immédiat. Il faut concevoir l'ensemble de notre vie à la lumière de ce concept-là. Il faut revoir la formation dans son ensemble. Concernant le projet de M. Larrouturou, je suis d'accord qu'il faut injecter de l'argent dans l'économie spécifiquement pour la transition écologique et donner de la place à l'engagement des citoyens. Il faut également se fixer des règles communes. L'environnement est un bien commun. Comme toute gestion des communs, cela nécessite une gestion et des règles communes. L'une d'entre elles est de donner un prix au carbone et tout le carbone : pas seulement le transport mais aussi le bâtiment, les ordinateurs, etc, afin que le coût social soit entièrement internalisé.

Rémy GARAUDE-VERDIER : L'entreprise a la responsabilité de faire évoluer les compétences. Les compétences doivent être adaptées aux enjeux tout au long de la carrière – pour les ingénieurs et autres pour être les plus adaptés aux enjeux. Ainsi la formation par l'université joue son rôle dans un premier temps de formation des acteurs académiques, puis on a un passage de relai aux entreprises qui s'assurent de faire évoluer et actualiser les compétences aux enjeux actuels.

Question : J'ai entendu sur France INTER, qu'il faut parler de « capitalocène », et non pas d'anthropocène. Comment réformer le capitalisme ? Est-ce que le politique peut réformer le capitalisme ?

Thierry MICHELS : C'est l'activité humaine qui cause le réchauffement climatique. Les pays communistes ont particulièrement pesé sur le climat. L'humanité a créé une dette écologique avec une surconsommation des ressources. Il faut donner une valeur aux ressources naturelles. Il faut

tarifier le carbone, accorder le bon prix, afin d'internaliser le coût social. Le système économique évoluera dans ce sens-là. Il faut que chacun accepte de changer progressivement sa manière de vivre. Cela suppose par exemple de ne plus manger de tomates en hiver. Cela doit se faire avec l'appui des citoyens. Lors des élections européennes, le rôle essentiel des citoyens est d'exiger des changements de la part du politique. Qu'advient-il des pays en développement ? Il risque d'y avoir un affront fondamental pour nos valeurs. La question des réfugiés climatiques est également soulevée. Si l'Afrique ne peut plus nourrir sa population, que faire ? Il faut une Europe solidaire, qui prend les problèmes à bras le corps.

Question : Une députée européenne disait que l'Europe a fait une erreur en se focalisant sur les produits à bas coût. Ce n'est pas une erreur de l'Europe, mais de l'ensemble de la population européenne. L'écologie est de la responsabilité de chacun. L'écologie ce n'est pas convaincre les citoyens, mais ceux qui ont l'argent pour qu'ils le donnent et l'investissent pour la transition. C'est à eux qu'il faut vendre le climat, et persuader que c'est dans l'intérêt de financer.

Thierry MICHELS : Cette soirée a permis d'avoir un débat riche. On a pu voir qu'on est tous motivé par cette question de transition écologique. On a pu avoir un éclairage sur l'urgence d'agir. C'est les citoyens qui vont faire leur choix.

Signature

L'organisateur, le rapporteur et l'assesseur de la Consultation citoyenne sur l'Europe conviennent de publier le présent document sur le site www.quelleestvotreeurope.fr

L'organisateur,

Fait à Strasbourg, le 16 octobre 2018



Thierry MICHELS
Député du Bas-Rhin

Le rapporteur
M. Noé DI FRANCO

L'assesseur
Mme. Agathe LAMOTTE



